

Politique d'Impartialité

Propriété du document :

Version:	8.0
Niveau de Confidentialité :	Public
Type de document :	Politique
Approuvé par :	DDR

Historique des versions :

Version	Date	Author	Change
0.1	11/04/2016	JAL	Création
1.0	11/08/2016	PDE	Approbation
1.1	28/07/2017	JAL	Modification
2.0	28/07/2017	PDE	Approbation
2.1	23/09/2017	JAL	Modification
3.0	23/09/2017	PDE	Approbation
3.1	08/01/2018	JAL	Modification
4.0	08/01/2018	PDE	Approbation
4.1	13/02/2020	KBO	Modification
5.0	14/02/2020	PDE	Approbation
5.1	15/04/2021	ADA	Modification
6.0	29/07/2021	PDE	Approbation
6.1	29/07/2025	ADA	Changement de référence vers Certi-Trust
7.0	29/09/2025	RSG	Approbation
7.1	10/06/2026	HJA	Traduction en français
8.0	11/06/2026	DDR	Approbation

1. Engagement

Certi-Trust France SAS, Certi-Trust Europe SA et Certi-Trust Africa & Middle East sont les entités juridiques responsables des activités de certification ; toute référence à Certi-Trust dans la présente Politique désigne ces entités juridiques.

Certi-Trust, ses Directeurs, son personnel et ses sous-traitants comprennent pleinement l'importance de l'impartialité dans la conduite de ses activités de certification. Certi-Trust s'assure donc que, dans toutes ses relations avec les clients ou clients potentiels, l'ensemble des employés ou autres membres du personnel sont et demeureront impartiaux.

Certi-Trust, ses Directeurs et son personnel s'engagent pleinement à garantir l'impartialité de toutes les activités de certification des systèmes de management. Toute relation entre Certi-Trust ou les personnes employées par Certi-Trust ou ses sous-traitants avec d'autres organisations ou individus sera déclarée, examinée, documentée et évaluée en termes de risques.

Outre une déclaration accessible au public (affichée sur le site internet de Certi-Trust), Certi-Trust a détaillé les fonctions du Comité de Préservation d'Impartialité ainsi que son rôle dans le maintien de l'impartialité, la surveillance des normes d'impartialité établies et leur adéquation.

1.1. Evitement des conflits d'intérêts

Certi-Trust a identifié et analysé (par évaluation des risques) toutes les relations (formelles ou informelles) avec d'autres organisations ou individus susceptibles de générer un conflit d'intérêts découlant de ses activités de certification. Certi-Trust réalise une évaluation des risques pour tous ses bureaux à l'étranger dans le cadre de son processus d'audit interne. Si la société envisage d'établir une relation avec une autre société ou organisation, ou d'exercer un nouveau domaine d'activité, cette relation ou ce nouveau domaine d'activité sera examiné par le Comité de Préservation d'Impartialité afin de s'assurer que l'impartialité peut être démontrée et que l'intégrité du processus de certification est garantie.

Périodiquement, le Comité de Préservation d'Impartialité examinera les activités de la société pour s'assurer que l'impartialité continue d'être démontrée.

1.2. Relations existantes ou passées

Tout conflit d'intérêts découlant de relations existantes ou passées entre des employés ou des sous-traitants et les clients de Certi-Trust (y compris les clients potentiels) doit être déclaré. L'ensemble du personnel et des sous-traitants est informé de la nécessité de déclarer tout conflit d'intérêts de ce type et signe pour reconnaître cette obligation (contrat de travail et accord de sous-traitance).

Des personnes ou des sous-traitants peuvent avoir fourni des services de conseil, des services d'audit interne, avoir été employés ou avoir eu, par d'autres moyens, une association avec des clients de Certi-Trust ; dans de tels cas, la personne concernée sera tenue de déclarer toute relation actuelle ou passée et ne sera pas autorisée à réaliser des audits ou d'autres travaux avec ce client. À la discrétion des

Directeurs, la personne pourra être autorisée à réaliser un audit ou à effectuer d'autres travaux avec un client si un minimum de 2 ans s'est écoulé depuis la fin de la mission de conseil en système de management ou de toute autre relation.

Ces relations ou conflits d'intérêts seront enregistrés dans les dossiers personnels de la personne concernée, et l'obligation de déclarer tout conflit de ce type sera stipulée dans les contrats de travail et les accords de sous-traitance.

Lorsqu'une relation constitue une menace inacceptable pour l'impartialité (par exemple, une filiale en propriété exclusive de Certi-Trust sollicitant une certification auprès de sa société mère), la certification n'est pas accordée conformément à une décision de politique.

1.3. Évitement des conflits d'intérêts dans la fourniture de services

Conformément aux exigences de l'ISO 17021, Certi-Trust ne certifiera pas un autre organisme de certification pour son système de management de la certification.

Conformément aux exigences de l'ISO 17021, Certi-Trust ne propose ni ne fournit de services de conseil en systèmes de management.

Certi-Trust ne propose ni ne fournit de services d'audit interne à ses clients, et ne fournit pas de service d'audit interne à quelque société ou organisation que ce soit.

En tant que société, Certi-Trust n'a pas fourni et ne fournit pas de service de conseil ou d'audit interne à ses clients ou clients potentiels ; par conséquent, aucun risque pour l'impartialité du processus de certification n'est généré.

Conformément aux exigences de l'ISO 17021, Certi-Trust ne sous-traite pas les audits à un organisme de conseil en management. Les audits (et le recours à des experts techniques) ne sont sous-traités (sous-contractés) qu'à des personnes physiques.

Conformément aux exigences de l'ISO 17065, Certi-Trust et toute partie de la même entité juridique ainsi que les entités sous son contrôle organisationnel ne doivent pas :

- ❖ être le concepteur, fabricant, installateur, distributeur ou responsable de la maintenance du produit certifié ;
- ❖ être le concepteur, le metteur en œuvre, l'opérateur ou le responsable de la maintenance du procédé certifié ;
- ❖ être le concepteur, le metteur en œuvre, le prestataire ou le responsable de la maintenance du service certifié ;
- ❖ proposer ou fournir des services de conseil à ses clients ;
- ❖ proposer ou fournir des services de conseil en systèmes de management ou d'audit interne à ses clients lorsque les schémas de certification portent sur l'évaluation du système de management du client.

Conformément aux exigences de l'ISO 17024, Certi-Trust adoptera des procédures appropriées lorsqu'elle certifie une personne qu'elle emploie, afin de préserver l'impartialité.

Si Certi-Trust entretient une relation avec d'autres entités juridiques distinctes, ces activités ne doivent pas compromettre l'impartialité de ses activités de certification.

Si l'entité juridique distincte propose ou produit un produit certifié ou offre des services de conseil, le personnel de direction de Certi-Trust et le personnel impliqué dans l'examen ou la décision de certification ne doivent pas être impliqués dans les activités de cette entité juridique distincte.

1.4. Notification d'une situation potentielle de conflit d'intérêts

Tout le personnel, interne et externe, est tenu de signaler toute situation dont il a connaissance et qui pourrait le placer, lui ou Certi-Trust, face à un conflit d'intérêts. Cette obligation sera établie lors du processus de recrutement et constituera également une exigence permanente pour chaque personne de déclarer tout conflit d'intérêts. Les Directeurs établiront la nature du conflit d'intérêts potentiel et prendront une décision basée sur la situation individuelle, en soumettant le cas au Comité de Préservation d'Impartialité si nécessaire.

1.5. Indépendance

Certi-Trust n'entretient aucune relation (formelle ou informelle) avec une autre société ou organisation qui pourrait générer un conflit d'intérêts découlant de ses activités de certification. Certi-Trust ne propose pas de services de conseil à ses clients ou clients potentiels, ni de formation autre que des cours de formation générale tels que l'audit interne, etc.

Certi-Trust n'indique pas, dans ses supports marketing, publications, site internet ou correspondances, ni n'implique que la certification serait plus simple, plus facile, plus rapide ou moins coûteuse si un organisme de conseil spécifié était utilisé.

Toute menace à son impartialité découlant des actions d'autres personnes, organismes ou organisations sera soumise au Directeur et au Comité d'Impartialité (si nécessaire) pour déterminer les mesures à prendre (y compris les mesures juridiques).

2. Principes d'Impartialité

- ❖ Les certificats Certi-Trust ne sont délivrés qu'après examen par un membre indépendant, habilité et compétent de l'équipe de direction (n'ayant pas participé à l'audit), afin de s'assurer qu'aucun intérêt particulier ne prédomine.
- ❖ Certi-Trust ne propose pas (et n'a jamais proposé) de conseil en systèmes de management ni aucune autre forme de conseil à des sociétés ou à des personnes physiques.
- ❖ Certi-Trust ne propose pas (et n'a jamais proposé) de service d'audit interne à ses clients certifiés.
- ❖ Certi-Trust ne détient aucune participation (financière ou autre) dans une autre société proposant des services de certification ou de conseil.
- ❖ Certi-Trust n'entretient pas (et ne nouera pas) de relations avec des sociétés proposant des services de conseil ou d'autres services susceptibles d'avoir un impact sur les services de certification de Certi-Trust. Toute relation envisagée entre Certi-Trust et toute autre société fera l'objet d'une évaluation des risques par le Comité de Préservation d'Impartialité avant sa formalisation. Toute relation actuelle avec des sociétés, organisations et individus sera évaluée régulièrement pour s'assurer qu'elle n'affecte pas l'impartialité du processus de certification.
- ❖ Les personnes employées par Certi-Trust ou liées à elle par contrat sont tenues de documenter et d'enregistrer leurs relations actuelles et passées avec toutes les sociétés. Toute situation, passée ou présente, susceptible de constituer un conflit d'intérêts potentiel doit être déclarée à Certi-Trust. Certi-Trust utilisera ces informations pour identifier toute menace à l'impartialité et n'aura pas recours à cet individu, quelle que soit sa mission, à moins qu'il ne puisse démontrer l'absence de conflit d'intérêts.
- ❖ Certi-Trust n'affectera pas un membre du personnel ou un sous-traitant à un audit de système de management lorsqu'une relation passée a existé. À titre exceptionnel et à la discrétion des Directeurs, une personne ou un sous-traitant pourra être affecté à un audit de système de management lorsqu'une relation passée a existé, mais qu'aucune relation n'a été entretenue depuis un minimum de 2 ans.
- ❖ Certi-Trust ne propose et ne proposera aucune commission (« frais de recommandation » ou autres avantages) à quelque individu ou société que ce soit en échange de recommandations de clients, sauf si :
 - les termes et conditions d'une telle recommandation sont clairement établis et vérifiables, et qu'il peut être démontré que les honoraires correspondent à une recommandation et que le versement d'une commission n'influencera en aucun cas le résultat d'un audit ;
 - une évaluation des risques (visant à établir le potentiel de menace inacceptable pour l'impartialité) a été réalisée sur le processus par lequel tout paiement est effectué à un individu ou une organisation (généralement un consultant) sollicitant une commission pour des recommandations ;
 - tous ces paiements sont documentés, enregistrés, traçables et accompagnés d'un bon de commande et d'une facture.
- ❖ Certi-Trust ne propose pas de formation spécifique à une société concernant la mise en œuvre d'une norme particulière pour cette société. Toute formation proposée par Certi-Trust est de nature générale et accessible à toutes les sociétés ou personnes souhaitant y participer.
- ❖ Les politiques et procédures relatives à la certification des personnes seront équitables pour tous les candidats, postulants et personnes certifiées.

- ❖ La certification ne sera pas restreinte pour des raisons de conditions financières excessives ou autres conditions limitantes, telles que l'adhésion à une association ou un groupe. Certi-Trust n'utilisera pas de procédures pour décourager ou entraver de manière injuste l'accès des candidats et postulants.
- ❖ La reconnaissance/l'approbation de formations par Certi-Trust ne compromettra pas l'impartialité ni ne réduira les exigences d'évaluation et de certification.
- ❖ Certi-Trust veillera à ne pas être associée ou commercialisée de manière à la relier aux activités d'un cabinet de conseil en systèmes de management, et prendra les mesures appropriées si une telle association est identifiée.
- ❖ Les auditeurs et autres personnes impliquées dans le processus de certification ne sont pas et ne seront pas soumis à des pressions et ne seront influencés d'aucune manière pour parvenir à une conclusion particulière quant au résultat d'un audit.

3. Normes d'Impartialité de Certi-Trust

- ❖ Aucune sous-traitance des audits à un organisme de conseil.
- ❖ Aucune commission de recommandation ne sera versée à un organisme de conseil.
- ❖ Communication basée sur les faits avec les clients et les organismes de conseil.
- ❖ Respect de toutes les politiques d'accréditation et autres politiques de Certi-Trust.
- ❖ Certi-Trust ne fournira pas d'autres services en conflit avec son activité principale de certification.
- ❖ Certi-Trust n'emploiera pas de personne dont les activités professionnelles entrent en conflit avec ses politiques éthiques.
- ❖ Certi-Trust n'autorisera aucun de ses auditeurs à effectuer des transactions financières avec des clients ou des consultants.
- ❖ Certi-Trust ne traitera pas avec un consultant qui exerce des pressions pour compromettre l'impartialité.
- ❖ Tous les employés de Certi-Trust devront divulguer toute situation portant atteinte à l'éthique professionnelle.
- ❖ Certi-Trust n'autorisera aucun auditeur à réaliser des audits pour un client pendant au moins 2 ans à compter de la date de fin de ses services pour ce client.
- ❖ Certi-Trust n'autorisera aucun auditeur à compromettre les délais d'audit requis conformément aux normes d'accréditation et de Certi-Trust.
- ❖ Certi-Trust n'autorisera aucun auditeur à réaliser un audit pour un client pour lequel il n'a pas été agréé.
- ❖ Certi-Trust maintiendra la transparence concernant toutes les informations.
- ❖ Aucun auditeur ne divulguera d'informations confidentielles d'un client à un tiers sans le consentement écrit du client et l'approbation d'un Directeur.
- ❖ Aucun auditeur ne conservera d'informations relatives à un client au-delà de la période d'utilisation. Toutes les informations client devront être restituées après utilisation.
- ❖ La plus grande rigueur et les vérifications nécessaires devront être appliquées lors de l'attribution du bon périmètre de certification.
- ❖ Toute pratique contraire à l'éthique observée devra être notifiée à la direction dans les plus brefs délais.
- ❖ Certi-Trust n'autorisera aucun auditeur à réaliser un audit pour une organisation au sein de laquelle l'un de ses membres de la famille ou proches parents occupe un poste de prise de décision.
- ❖ Des sanctions disciplinaires pour non-respect des politiques d'impartialité seront prises par la Direction en concertation avec le Comité de Préservation d'Impartialité.

4. Déclaration Publique

Certi-Trust, ses Directeurs, Managers, Personnel et toutes les personnes impliquées dans la Certification d'Organisations comprennent pleinement l'importance de l'impartialité dans la conduite de ses Activités de Certification.

Certi-Trust s'assurera donc que, dans ses relations avec les clients ou clients potentiels, tous les employés ou autres membres du personnel impliqués dans les activités de certification sont et demeureront impartiaux.

Afin de s'assurer que l'impartialité est à la fois maintenue et démontrable, Certi-Trust a identifié et évalué les risques liés à toutes les relations susceptibles de générer un conflit d'intérêts ou de constituer une menace pour l'impartialité.